

AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS

[C – 2013/03201]

17 JUIN 2013. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 14 mai 2013 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs pour l'exercice d'un mandat révisoral auprès d'organismes de placement collectif, de sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et d'institutions de retraite professionnelle

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, l'article 105;

Vu la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, les articles 103, alinéa 1^{er}, 244, alinéa 1^{er}, et 277,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le règlement de l'Autorité des services et marchés financiers du 14 mai 2013 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs pour l'exercice d'un mandat révisoral auprès d'organismes de placement collectif, de sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et d'institutions de retraite professionnelle, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juin 2013.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,

K. GEENS

AUTORITEIT VOOR FINANCIËLE DIENSTEN EN MARKTEN

[C – 2013/03201]

17 JUNI 2013. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 14 mei 2013 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen voor de uitoefening van een revisoraal mandaat bij instellingen voor collectieve belegging, beheervenvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging en instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, artikel 105;

Gelet op de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, de artikelen 103, eerste lid, 244, eerste lid, en 277,

Besluiten :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten van 14 mei 2013 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen voor de uitoefening van een revisoraal mandaat bij instellingen voor collectieve belegging, beheervenvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging en instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 17 juni 2013.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,

K. GEENS

AUTORITE DES SERVICES ET MARCHES FINANCIERS

[C – 2013/03200]

14 MAI 2013. — Règlement de l'Autorité des services et marchés financiers concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs pour l'exercice d'un mandat révisoral auprès d'organismes de placement collectif, de sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et d'institutions de retraite professionnelle

L'Autorité des services et marchés financiers,

Vu la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, l'article 105;

Vu la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, les articles 103, alinéa 1^{er}, 244, alinéa 1^{er}, et 277;

Vu le règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 21 février 2006 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs;

Vu la consultation des réviseurs agréés représentés par leur organisation professionnelle;

Vu l'avis du Conseil de Surveillance du 30 avril 2013,

Arrête :

Section I^{re}. – Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° "organismes de placement collectif" : les organismes de placement collectif publics visés à la Partie II, Livre 2, Titre II, de la loi du 3 août 2012;

2° "sociétés de gestion" : les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif visées à l'article 186 de la loi du 3 août 2012 établies en Belgique;

AUTORITEIT VOOR FINANCIËLE DIENSTEN EN MARKTEN

[C – 2013/03200]

14 MEI 2013. — Reglement van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen voor de uitoefening van een revisoraal mandaat bij instellingen voor collectieve belegging, beheervenvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging en instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening

De Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten,

Gelet op de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening, artikel 105;

Gelet op de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, de artikelen 103, eerste lid, 244, eerste lid, en 277;

Gelet op het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financien- en Assurantiewezen van 21 februari 2006 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen;

Gelet op de raadpleging van de erkende revisoren vertegenwoordigd door hun beroepsvereniging;

Gelet op het advies van de Raad van Toezicht van 30 april 2013,

Besluit :

Afdeling I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder :

1° "instellingen voor collectieve belegging" : de openbare instellingen voor collectieve belegging als bedoeld in Deel II, Boek 2, Titel II van de wet van 3 augustus 2012;

2° "beheervenvennootschappen" : de beheervenvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging als bedoeld in artikel 186 van de wet van 3 augustus 2012 die in België gevestigd zijn;

3° "institutions de retraite professionnelle" : les institutions visées au Titre II de la loi du 27 octobre 2006;

4° "établissement contrôlé" : un organisme de placement collectif, une société de gestion ou une institution de retraite professionnelle;

5° "loi du 22 juillet 1953" : la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007;

6° "loi du 27 octobre 2006" : la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle;

7° "loi du 3 août 2012" : la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement;

8° "mandat révisoral" : une fonction de commissaire ou de réviseur agréé auprès d'un organisme de placement collectif, d'une institution de retraite professionnelle ou d'une société de gestion;

9° "société de réviseurs" : un cabinet de révision au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 22 juillet 1953;

10° "membre d'une société de réviseurs" : un associé ou un membre de l'organe de gestion de cette société de réviseurs ainsi qu'un réviseur qui est en relation avec ce cabinet à tout autre titre, qui est chargé de l'exécution d'un mandat révisoral au nom et pour compte de la société de réviseurs et qui, dans l'exécution de ce mandat révisoral, détient seul le pouvoir de signature pour le compte de la société de réviseurs;

11° "associé d'une société de réviseurs" : le réviseur d'entreprises visé à l'article 2, 14°, de la loi du 22 juillet 1953;

12° "Banque" : la Banque Nationale de Belgique.

Section II. — Des réviseurs agréés

Art. 2. Pour pouvoir être agréé par la FSMA en vue d'exercer un mandat révisoral auprès d'un établissement contrôlé, le réviseur d'entreprises doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

2° être inscrit comme réviseur d'entreprises personne physique au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

3° avoir exercé pendant cinq années au moins une activité professionnelle pertinente ayant permis d'acquérir une expérience suffisamment vaste, notamment en ce qui concerne la planification, l'organisation et l'exécution de missions de révision de sociétés;

4° avoir acquis une expérience utile dans le secteur financier;

5° être apte à obtenir rapidement une vue claire et précise de la nature et de la technique des opérations propres aux établissements contrôlés et être apte à mettre en évidence les risques qui y sont liés;

6° avoir une vue claire et précise du rôle du réviseur dans le cadre d'une mission de révision auprès d'un établissement du secteur financier soumis à un régime public de contrôle;

7° être apte à effectuer avec indépendance et compétence tant des missions de révision que des missions de collaboration au contrôle exercé par la FSMA;

8° ne pas avoir été condamné du chef d'infractions prévues à l'article 19 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. L'article 19, § 2, de la même loi est applicable;

9° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de ce mandat auprès d'établissements contrôlés. Cela implique notamment qu'il faut :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates en audit aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la FSMA;

b) assurer la bonne organisation administrative du cabinet, en ce compris une organisation lui permettant d'exercer ses missions de révision en toute indépendance, et la bonne organisation technique des missions d'audit;

c) appliquer des méthodes d'audit adéquates aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la FSMA;

d) pouvoir recourir à une fonction de contrôle de qualité appropriée à l'exercice de ce mandat;

3° "instellingen voor bedrijfspensioen-voorziening" : de instellingen als bedoeld in Titel II van de wet van 27 oktober 2006;

4° "instelling onder toezicht" : een instelling voor collectieve belegging, een beheervenootschap of een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening;

5° "wet van 22 juli 1953" : de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, gecoördineerd op 30 april 2007;

6° "wet van 27 oktober 2006" : de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening;

7° "wet van 3 augustus 2012" : de wet van 3 augustus 2012 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles;

8° "revisoraal mandaat" : een functie als commissaris of erkend revisor bij een instelling voor collectieve belegging, een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of een beheervenootschap;

9° "revisorenvennootschap" : een bedrijfsrevisorenkantoor in de zin van artikel 2, 2°, van de wet van 22 juli 1953;

10° "lid van een revisorenvennootschap" : een vennoot of een lid van het bestuursorgaan van die revisorenvennootschap alsook een revisor die anderszins aan dat kantoor verbonden is, die belast is met de uitvoering van een revisoraal mandaat in naam en voor rekening van de revisorenvennootschap en die bij de uitvoering van dit revisorale mandaat alleen de handtekeningsbevoegdheid heeft voor rekening van de revisorenvennootschap;

11° "vennoot van een revisorenvennootschap" : de bedrijfsrevisor bedoeld in artikel 2, 14°, van de wet van 22 juli 1953;

12° "Bank" : de Nationale Bank van België.

Afdeling II. — Erkende revisoren

Art. 2. Teneinde door de FSMA te kunnen worden erkend om bij een instelling onder toezicht een revisoraal mandaat uit te oefenen, moet de bedrijfsrevisor voldoen aan de onderstaande voorwaarden :

1° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

2° als bedrijfsrevisor natuurlijke persoon ingeschreven zijn in het openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

3° gedurende minstens vijf jaar een relevante beroepsactiviteit hebben uitgeoefend en daarbij voldoende ruime ervaring hebben opgedaan, inzonderheid met betrekking tot de planning, de organisatie en de uitvoering van controleopdrachten bij vennootschappen;

4° nuttige ervaring hebben opgedaan in de financiële sector;

5° in staat zijn om snel een degelijk inzicht te verwerven in de aard en de techniek van de verrichtingen die eigen zijn aan de instellingen onder toezicht en in staat zijn om de daaraan verbonden risico's aan het licht te brengen;

6° een degelijk inzicht hebben in de rol van de revisor in het kader van een controleopdracht bij een instelling uit de financiële sector die onderworpen is aan een openbare controleregeling;

7° in staat zijn om op onafhankelijke en competente wijze zowel controleopdrachten als opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA uit te voeren;

8° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen. Artikel 19, § 2, van dezelfde wet is van toepassing;

9° beschikken over een passende organisatie om dit mandaat bij instellingen onder toezicht uit te oefenen. Dit houdt onder meer de volgende vereisten in :

a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de audit met het oog op de controleopdrachten en de opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA;

b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor, met inbegrip van een organisatie die hem in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren, en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;

c) de gepaste auditmethodologie toepassen met het oog op de controleopdrachten en de opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA;

d) een beroep kunnen doen op een voor de uitoefening van dit mandaat passende functie van kwaliteitsbewaking;

e) pouvoir disposer de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit.

10° avoir suivi la formation spécifique sur la collaboration du réviseur au contrôle de la FSMA, organisée à cet effet par la FSMA.

Le réviseur agréé satisfait en permanence aux conditions d'agrément visées par le présent article.

Art. 3. L'appel aux candidats à l'agrément est publié au *Moniteur belge* et sur le site web de la FSMA. Il précise la date limite pour l'introduction des candidatures. L'appel précise également si les candidats seront soumis à une épreuve écrite ou seront entendus ou s'ils pourront l'être, conformément à l'article 4.

Art. 4. Aux fins de l'examen des candidatures, la FSMA requiert de chaque candidat la transmission d'un dossier dont elle détermine la forme et le contenu en vue de la vérification du respect des conditions d'agrément prévues à l'article 2. Si le candidat fait valoir qu'il est proposé par une société de réviseurs agréée, il fournit une attestation de la société précitée dont il ressort que cette dernière respectera notamment la condition prévue à l'article 10, alinéa 1^{er}, 4^e, f).

Le réviseur notifiera sans délai à la FSMA toute modification relative aux conditions d'agrément mentionnées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 8^o, ainsi que toute modification substantielle relative à l'organisation visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 9^o. Le réviseur agréé communiquera également chaque année à la FSMA tous les éléments pertinents nécessaires à la mise à jour de son dossier et devant permettre à la FSMA de vérifier le respect permanent des conditions d'agrément ainsi que, le cas échéant, les raisons pour lesquelles, lors de l'année écoulée, il n'a pas suivi les formations permanentes organisées à cet effet par la FSMA, au moins pour la catégorie à laquelle appartiennent les établissements contrôlés auprès desquels il exerce un mandat révisoral, ou, s'il n'exerce aucun mandat révisoral, au moins pour une des catégories d'établissements contrôlés.

La FSMA décide de l'agrément après avis motivé d'une commission qu'elle institue, chargée d'examiner les candidatures.

La commission visée à l'alinéa 3 comprend, d'une part, deux délégués de la FSMA ayant au moins dix années d'expérience et, d'autre part, un réviseur agréé par la FSMA conformément au présent règlement exerçant, depuis cinq ans au moins depuis son agrément, des mandats révisoraux auprès d'établissements contrôlés, ou ayant accédé à l'honorariat. Ce réviseur est présenté par l'association professionnelle représentative des réviseurs agréés. En outre, la commission comprend également un membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, présenté par l'Institut.

La FSMA, l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et l'association professionnelle représentative des réviseurs agréés prévoient également la désignation d'un suppléant pour chacun de leurs délégués.

La FSMA peut décider d'élargir la composition de la commission à 8 membres maximum, le nombre de ses délégués devant toutefois toujours rester égal à celui des réviseurs.

Le président de la commission visée à l'alinéa 3 est choisi par ses membres parmi les délégués de la FSMA. En cas de partage des voix, sa voix est prépondérante.

Les membres de la commission visée à l'alinéa 3 ne peuvent procéder à l'examen de la candidature de réviseurs qui ont avec eux un rapport de parenté, d'alliance ou de patronage, ou qui sont membres ou travailleurs de la même société de réviseurs, ou qui font partie du même réseau au sens de l'article 2, 8^o, de la loi du 22 juillet 1953.

Les candidats peuvent être soumis à une épreuve écrite et/ou être entendus.

La FSMA notifie sa décision au réviseur par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception.

Art. 5. La FSMA publie la liste des réviseurs agréés.

Seuls les réviseurs agréés conformément au présent règlement peuvent porter le titre de "réviseur agréé par la FSMA".

Art. 6. L'agrément cesse de plein droit lorsque le réviseur agréé ne répond plus aux conditions prévues à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 8^o.

La FSMA constate la cessation de l'agrément et la notifie au réviseur par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

e) kunnen beschikken over alle voor de audit noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring.

10° de specifieke vorming over de bijdrage van de revisor aan de controle van de FSMA, die daartoe door de FSMA wordt georganiseerd, hebben gevolgd.

De erkend revisor voldoet te allen tijde aan de erkenningsvoorwaarden van dit artikel.

Art. 3. De oproep tot de kandidaten voor de erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de FSMA bekendgemaakt, met vermelding van de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatsstellingen. De oproep vermeldt ook of de kandidaten overeenkomstig artikel 4 zullen of kunnen worden onderworpen aan een schriftelijke proef of worden gehoord.

Art. 4. Met het oog op het onderzoek van de kandidaatsstellingen, verzoekt de FSMA elke kandidaat om een dossier voor te leggen in de vorm en met de inhoud die zij bepaalt met het oog op de toetsing van de erkenningsvoorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 2. Indien de kandidaat zich beroept op de voordracht door een erkende revisorenvereniging, toont hij dit aan met een attest van de voornoemde vereniging waaruit blijkt dat zij inzonderheid de voorwaarde zal naleven die is vastgelegd in artikel 10, eerste lid, 4^e, f).

De revisor brengt de FSMA onverwijld op de hoogte van wijzigingen die betrekking hebben op de erkenningsvoorwaarden vermeld in artikel 2, eerste lid, 1^o, 2^o of 8^o, alsook van wezenlijke wijzigingen die betrekking hebben op de organisatie als bedoeld in artikel 2, eerste lid, 9^o. Voorts deelt de erkend revisor de FSMA jaarlijks alle relevante elementen mee om zijn dossier bij te werken en de FSMA in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen alsook, in voorkomend geval, de redenen waarom hij tijdens het afgelopen jaar de permanente vormen die daartoe door de FSMA worden georganiseerd niet heeft gevolgd voor minstens die categorie van instellingen onder toezicht waarin hij een revisoraal mandaat uitoefent, of, indien hij geen revisoraal mandaat uitoefent, voor minstens een van de categorieën van instellingen onder toezicht.

De FSMA beslist over de erkenning na gemotiveerd advies van een door haar opgerichte commissie die belast is met het onderzoek van de kandidaatsstellingen.

In de commissie bedoeld in het derde lid hebben, enerzijds, twee vertegenwoordigers van de FSMA zitting met minstens tien jaar ervaring en, anderzijds, een revisor die door de FSMA overeenkomstig dit reglement is erkend en sinds zijn erkenning reeds ten minste vijf jaar revisorale mandaten uitoefent bij instellingen onder toezicht, of die de eretitel van dit ambt voert. Deze revisor wordt voorgedragen door de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren. Daarnaast heeft in de commissie ook een lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren zitting dat door het Instituut is voorgedragen.

De FSMA, het Instituut der Bedrijfsrevisoren en de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren voorzien tevens in de aanwijzing van een plaatsvervanger voor elk van hun vertegenwoordigers.

De FSMA kan beslissen om de samenstelling van de commissie uit te breiden tot maximum 8 leden, waarbij het aantal van haar vertegenwoordigers steeds gelijk dient te zijn aan dat van de revisoren.

De voorzitter van de in het derde lid bedoelde commissie wordt door de leden ervan gekozen onder de vertegenwoordigers van de FSMA. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

De leden van de in het derde lid bedoelde commissie mogen geen kandidaatsstelling onderzoeken van revisoren van wie zij een bloedverwant of aanverwant zijn of met wie zij een band hebben van patronage, of die lid of werknemer van dezelfde revisorenvereniging zijn, of die deel uitmaken van hetzelfde netwerk in de zin van artikel 2, 8^o, van de wet van 22 juli 1953.

De kandidaten kunnen aan een schriftelijke proef worden onderworpen en/of worden gehoord.

De FSMA brengt de revisor met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs op de hoogte van haar beslissing.

Art. 5. De FSMA publiceert de lijst van de erkende revisoren.

Enkel de revisoren die zijn erkend overeenkomstig dit reglement mogen de titel "door de FSMA erkend revisor" of "revisor erkend door de FSMA" voeren.

Art. 6. De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkend revisor niet langer voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 2, eerste lid, 1^o, 2^o of 8^o.

De FSMA stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Art. 7. La FSMA peut révoquer l'agrément lorsque le réviseur agréé :

1° n'a pas rempli avec la compétence et la diligence nécessaires ses obligations de collaboration avec la FSMA prévues par la loi du 27 octobre 2006, par la loi du 3 août 2012 ou par les autres lois qui sont applicables, ainsi que par leurs mesures d'exécution, n'a pas rempli ses obligations en exécution du présent règlement ou n'a pas exercé de façon professionnelle, compétente, rigoureuse, loyale et diligente un ou plusieurs mandats révisoraux, par exemple en omettant de rédiger un ou plusieurs rapports ou en les rédigeant tardivement, en rédigeant un rapport dont le contenu présente des manquements, notamment au niveau de la mise en évidence de risques, en rédigeant un rapport contenant des inexactitudes ou des lacunes manifestes, en ne participant pas ou en ne participant pas de manière suffisamment constructive à un entretien organisé à cet effet par la FSMA ou, de façon plus générale, en raison d'un manquement grave ou de plusieurs manquements dans l'exercice de ses tâches;

2° est définitivement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions;

3° ne remplit plus les conditions d'agrément prévues par l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, 6°, 7° ou 9°;

4° n'a pas suivi de façon fréquente et active les formations permanentes organisées à cet effet par la FSMA au moins pour la catégorie à laquelle appartiennent les établissements contrôlés auprès desquels il exerce un mandat révisoral, ou, s'il n'exerce aucun mandat révisoral, au moins pour une des catégories d'établissements contrôlés;

5° n'a plus exercé de mandat révisoral depuis trois ans au sein d'un établissement contrôlé établi en Belgique, à moins que le réviseur agréé ne démontre qu'il a exercé un mandat similaire lors des trois dernières années auprès d'une institution soumise au contrôle prudentiel de la Banque;

6° ne remplit plus les conditions d'agrément prévues par l'article 20, alinéa 1^{er}, dans le cas où le réviseur a été agréé en vertu de l'article 20.

La FSMA notifie au réviseur agréé, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, son intention de révoquer son agrément avec les raisons qui la justifient. Elle mentionne la faculté pour le réviseur de consulter le dossier.

La FSMA invite le réviseur à faire valoir ses observations, dans un délai qu'elle fixe et qui ne peut être inférieur à un mois, par un mémoire adressé au président du comité de direction.

À l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3, et si l'intéressé a fait valoir des observations, la FSMA soumet le dossier à l'avis d'une commission composée comme il est dit à l'article 4, alinéas 4 à 8.

La commission invite le réviseur agréé à être entendu après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3. Le réviseur peut se faire assister par un avocat ou par un réviseur agréé depuis cinq ans au moins. La commission donne un avis motivé sur l'existence des circonstances visées à l'alinéa 1^{er}. Cet avis est communiqué au président du comité de direction de la FSMA et, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, au réviseur agréé.

Le réviseur agréé peut transmettre un mémoire complémentaire au président du comité de direction dans un délai de quinze jours après que l'avis visé à l'alinéa précédent ait été transmis au réviseur agréé.

La FSMA décide définitivement, même si le réviseur agréé, dûment convoqué, n'a pas fait valoir ses moyens ou n'a pas comparu. Sa décision est notifiée au réviseur agréé ou à son représentant par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle est communiquée à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à l'association professionnelle représentative des réviseurs agréés.

Art. 8. Sauf ce qui est réglé aux articles 6 et 7, l'agrément prend fin par renonciation.

Art. 9. La FSMA peut, après consultation de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, accorder le titre honorifique de sa fonction au réviseur agréé dont l'agrément prend fin et qui a exercé avec honneur pendant quinze années au moins des mandats révisoraux auprès d'établissements contrôlés établis en Belgique, conformément aux dispositions des lois applicables ainsi que de leurs mesures d'exécution.

Art. 7. De FSMA kan de erkenning herroepen indien de erkend revisor :

1° zijn verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de FSMA als bepaald in de wet van 27 oktober 2006, in de wet van 3 augustus 2012 of in de andere toepasselijke wetten, alsook in de uitvoeringsbepalingen van die wetten, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt, zijn verplichtingen op grond van dit reglement niet nakomt of een of meerdere revisorale mandaten niet op professionele, bekwaame, nauwgezette, loyale en diligente wijze uitoefent, bijvoorbeeld door een of meerdere verslagen niet of laattijdig op te stellen, door een verslag uit te brengen dat inhoudelijk niet voldoet, inzonderheid op het vlak van het aan het licht brengen van risico's, door een verslag uit te brengen met kennelijke onjuistheden of onvolledigheden, door niet of niet op voldoende constructieve wijze deel te nemen aan een onderhoud dat daartoe door de FSMA wordt georganiseerd of meer algemeen door een ernstige tekortkoming of door meerdere tekortkomingen in de uitoefening van zijn taken;

2° definitief niet in staat is om zijn functie uit te oefenen;

3° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden als bepaald in artikel 2, eerste lid, 5°, 6°, 7° of 9°;

4° niet op frequente en actieve wijze de permanente vormingen heeft gevolgd die daartoe door de FSMA worden georganiseerd voor minstens die categorie van instellingen onder toezicht waarin hij een revisoraal mandaat uitoefent, of, indien hij geen revisoraal mandaat uitoefent, voor minstens een van de categorieën van instellingen onder toezicht;

5° drie jaar lang geen revisoraal mandaat meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde instelling onder toezicht, tenzij de erkend revisor aantoonde dat hij tijdens de voorbije drie jaar een gelijkaardig mandaat heeft uitgeoefend bij een instelling die onderworpen is aan de prudentiële controle van de Bank;

6° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarde als bepaald in artikel 20, eerste lid, in geval de revisor werd erkend krachtens artikel 20.

De FSMA brengt de erkend revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot op de hoogte van haar voornemen om zijn erkenning te herroepen, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid voor de revisor om inzage te nemen van het dossier.

De FSMA verzoekt de revisor om, binnen een door haar te bepalen termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een memorie aan de voorzitter van het directiecomité.

Wanneer de in het derde lid bepaalde termijn is verstreken en de betrokkene zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt, legt de FSMA het dossier ter advies voor aan een commissie die is samengesteld als bepaald in artikel 4, vierde tot en met achtste lid.

Deze commissie nodigt de erkend revisor uit om te worden gehoord na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid. De revisor kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor. In een gemotiveerd advies beoordeelt de commissie of de omstandigheden waarvan sprake in het eerste lid zich in casu voordoen. Dit advies wordt meegedeeld aan de voorzitter van het directiecomité van de FSMA en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkend revisor.

De erkend revisor kan een aanvullende memorie overmaken aan de voorzitter van het directiecomité binnen een termijn van vijftien dagen na de overmaking aan de erkend revisor van het advies bedoeld in het vorige lid.

De FSMA neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkend revisor zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Zij brengt haar beslissing ter kennis van de erkend revisor of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Zij deelt haar beslissing mee aan het Instituut van de Bedrijfsrevisoren en aan de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren.

Art. 8. Behoudens het bepaalde in de artikelen 6 en 7, vervalt de erkenning door afstand.

Art. 9. De FSMA kan, na raadpleging van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, een erkend revisor wiens erkenning vervalt, de eretitel van zijn ambt verlenen indien hij gedurende ten minste vijftien jaar eervol revisorale mandaten heeft uitgeoefend bij in België gevestigde instellingen onder toezicht in overeenstemming met de bepalingen van de toepasselijke wetten en hun uitvoeringsbepalingen.

Section III. — Des sociétés de réviseurs agréées

Art. 10. Pour pouvoir être agréée par la FSMA pour exercer un mandat révisoral auprès d'établissements contrôlés, la société de réviseurs doit remplir les conditions suivantes :

1° être constituée conformément au droit d'un Etat membre de l'Espace économique européen;

2° être inscrite au registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

3° compter parmi ses membres au moins deux réviseurs agréés par la FSMA en application du présent règlement;

4° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de ce mandat auprès d'établissements contrôlés. Cela implique notamment que la société de réviseurs doit :

a) disposer d'un nombre suffisant de collaborateurs ayant une formation et une expérience adéquates en audit aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la FSMA;

b) assurer la bonne organisation administrative du cabinet, en ce compris une organisation lui permettant d'exercer ses missions de révision en toute indépendance, et la bonne organisation technique des missions d'audit;

c) appliquer des méthodes d'audit adéquates aux fins de l'exercice des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la FSMA;

d) pouvoir recourir à une fonction de contrôle de qualité appropriée à l'exercice de ce mandat;

e) disposer de toutes les connaissances et expériences spécialisées nécessaires pour l'audit des établissements contrôlés;

f) assurer aux réviseurs agréés, au sein de son organisation, qu'ils puissent se charger de manière autonome de la planification, de l'organisation et de l'exécution des missions de révision et de collaboration au contrôle exercé par la FSMA auprès d'établissements contrôlés, ainsi que de l'élaboration et de la transmission des rapports en la matière.

5° ne pas avoir été condamnée du chef d'infractions prévues à l'article 19 de la loi du 22 mars 1993. L'article 19, § 2, de la loi du 22 mars 1993 est applicable.

La société de réviseurs agréée satisfait en permanence aux conditions d'agrément visées par le présent article.

Si, pour quelque cause que ce soit, la société ne compte plus deux réviseurs agréés parmi ses membres, elle doit, à peine de voir son agrément cesser de plein droit, remplir à nouveau cette condition dans les vingt-quatre mois. La FSMA constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle peut, en tout temps, agréer une société de réviseurs qui remplit, à nouveau, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. Lors de sa demande d'agrément, la société de réviseurs introduit un dossier auprès de la FSMA qui en détermine la forme et le contenu. Ce dossier doit démontrer que la société satisfait à toutes les conditions imposées à l'article 10. La demande d'agrément d'une société de réviseurs fait l'objet d'un avis émis par une commission instituée conformément à l'article 4, alinéas 4 à 7.

La société de réviseurs agréée notifiera sans délai à la FSMA toute modification relative aux conditions d'agrément mentionnées à l'article 10, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 5°, ainsi que toute modification substantielle relative à l'organisation visée à l'article 10, alinéa 1^{er}, 4°. La société de réviseurs agréée communiquera également chaque année à la FSMA tous les éléments pertinents nécessaires à la mise à jour de son dossier et devant permettre à la FSMA de vérifier le respect permanent des conditions d'agrément. La FSMA effectuera cette vérification sur la base de ce dossier mis à jour et le cas échéant après concertation avec le responsable du contrôle de qualité interne de la société de réviseurs.

Les membres de la commission visée à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être membres ou travailleurs de la société demanderesse. Ils ne peuvent avoir avec les membres de cette société de réviseurs un rapport de parenté, d'alliance ou de patronage, ni faire partie du même réseau, au sens de l'article 2, 8°, de la loi du 22 juillet 1953, que la société demanderesse.

L'alinéa 9 de l'article 4 est applicable par analogie. Pour l'application de cette disposition, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Afdeling III. — Erkende revisorenvennootschappen

Art. 10. Teneinde door de FSMA te kunnen worden erkend om bij instellingen onder toezicht een revisoraal mandaat uit te oefenen, moet de revisorenvennootschap voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn naar het recht van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

2° ingeschreven zijn in het openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

3° onder haar leden ten minste twee revisoren tellen die door de FSMA zijn erkend met toepassing van dit reglement;

4° beschikken over een passende organisatie om dit mandaat bij instellingen onder toezicht uit te oefenen. Dit houdt onder meer de volgende vereisten in :

a) beschikken over voldoende medewerkers met een passende opleiding en ervaring in de audit met het oog op de controleopdrachten en de opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA;

b) zorgen voor een degelijke administratieve organisatie van het kantoor, met inbegrip van een organisatie die haar in staat stelt om de controleopdrachten onafhankelijk uit te voeren, en een degelijke technische organisatie van de auditopdrachten;

c) de gepaste auditmethodologie toepassen met het oog op de controleopdrachten en de opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA;

d) een beroep kunnen doen op een voor de uitoefening van dit mandaat passende functie van kwaliteitsbewaking;

e) kunnen beschikken over alle voor de audit van de instellingen onder toezicht noodzakelijke gespecialiseerde kennis en ervaring;

f) binnen haar organisatie aan de erkende revisoren waarborgen dat zij autonoom kunnen instaan voor de planning, de organisatie en de uitvoering van de controleopdrachten en van de opdrachten tot medewerking aan het toezicht door de FSMA bij instellingen onder toezicht, alsook voor de rapportering dienaangaande.

5° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993. Artikel 19, § 2 van de wet van 22 maart 1993 is van toepassing.

De erkende revisorenvennootschap voldoet te allen tijde aan de erkenningsvoorwaarden van dit artikel.

Indien de vennootschap, om welke reden ook, geen twee erkende revisoren meer telt onder haar leden, moet zij binnen vierentwintig maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen. Zo niet vervalt haar erkenning van rechtswege. De FSMA stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op om het even welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Art. 11. De revisorenvennootschap dient bij haar verzoek tot erkenning een dossier in bij de FSMA in de vorm en met de inhoud die de FSMA bepaalt en waaruit blijkt dat zij voldoet aan alle voorwaarden die zijn opgelegd in artikel 10. Over het verzoek tot erkenning van een revisorenvennootschap wordt een advies uitgebracht door een overeenkomstig artikel 4, vierde tot en met zevende lid, opgerichte commissie.

De erkende revisorenvennootschap brengt de FSMA onverwijld op de hoogte van wijzigingen die betrekking hebben op de erkenningsvoorwaarden vermeld in artikel 10, eerste lid, 1°, 2° of 5°, alsook van wezenlijke wijzigingen die betrekking hebben op de organisatie als bedoeld in artikel 10, eerste lid, 4°. Voorts deelt de erkende revisorenvennootschap de FSMA jaarlijks alle relevante elementen mee om haar dossier bij te werken en de FSMA in staat te stellen de permanente naleving van de erkenningsvoorwaarden te toetsen. De FSMA verricht deze toetsing aan de hand van dit bijgewerkte dossier, in voorkomend geval na overleg met de verantwoordelijke voor de interne kwaliteitsbewaking van de revisorenvennootschap.

De leden van de in het eerste lid bedoelde commissie mogen geen lid of werknemer zijn van de vennootschap die om erkenning verzoekt. Zij mogen evenmin bloedverwant of aanverwant zijn van de leden van die revisorenvennootschap, noch met hen een band van patronage hebben, noch deel uitmaken van hetzelfde netwerk in de zin van artikel 2, 8°, van de wet van 22 juli 1953, als de vennootschap die om erkenning verzoekt.

Het negende lid van artikel 4 is van overeenkomstige toepassing. Voor de toepassing van deze bepaling laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkend revisor die er lid van is.

La FSMA notifie sa décision à la société de réviseurs par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception.

Art. 12. La FSMA publie la liste des sociétés de réviseurs agréées. Cette liste porte, pour chaque société, le nom des réviseurs agréés qui en sont membres.

Seules les sociétés de réviseurs agréées conformément au présent règlement peuvent porter le titre de "société de réviseurs agréée par la FSMA".

Art. 13. L'agrément des sociétés de réviseurs prend fin par renonciation à l'agrément ou par cessation de plein droit dans les cas suivants :

1° conformément à l'article 10, alinéa 3;

2° lorsque la société de réviseurs ne répond plus aux conditions prévues à l'article 10, alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 5^d.

La FSMA constate la fin de l'agrément et la notifie à la société de réviseurs par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Art. 14. La FSMA peut révoquer l'agrément lorsque la société de réviseurs agréée :

1° n'a pas rempli avec la compétence et la diligence nécessaires ses obligations de collaboration avec la FSMA prévues par la loi du 27 octobre 2006, par la loi du 3 août 2012 ou par les autres lois qui sont applicables, ainsi que par leurs mesures d'exécution, n'a pas rempli ses obligations en exécution du présent règlement ou n'a pas exercé de façon professionnelle, compétente, rigoureuse, loyale et diligente un ou plusieurs mandats révisoraux, par exemple en omettant de rédiger un ou plusieurs rapports ou en les rédigeant tardivement, en rédigeant un rapport dont le contenu présente des manquements, notamment au niveau de la mise en évidence de risques, en rédigeant un rapport contenant des inexactitudes ou des lacunes manifestes, en ne participant pas ou en ne participant pas de manière suffisamment constructive à un entretien organisé à cet effet par la FSMA ou, de façon plus générale, en raison d'un manquement grave ou de plusieurs manquements dans l'exercice de ses tâches;

2° ne remplit plus les conditions d'agrément prévues à l'article 10, alinéa 1^{er}, 4°;

3° n'a pas exercé, depuis trois ans, de mandat révisoral auprès d'un établissement contrôlé établi en Belgique, à moins que la société de réviseurs agréée ne démontre qu'elle a exercé un mandat similaire lors des trois dernières années auprès d'un établissement soumis au contrôle prudentiel de la Banque.

L'article 7, alinéas 2 à 7, est applicable par analogie. Pour l'application de ces dispositions, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Section IV. — De la désignation des commissaires
ou des réviseurs agréés et de la révocation de leurs fonctions

Art. 15. Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à l'établissement contrôlé concerné, la désignation d'un réviseur agréé pour exercer un mandat révisoral est subordonnée à l'accord préalable de la FSMA. Cet accord doit être obtenu par l'organe de l'établissement contrôlé qui est compétent pour proposer la désignation préalablement à ce qu'une proposition de désignation soit faite à l'organe qui nomme ainsi que, le cas échéant, au conseil d'entreprise.

La FSMA octroie l'accord visé à l'alinéa 1^{er} pour la désignation d'un réviseur agréé qui exercerait pour la première fois un mandat révisoral auprès d'un établissement contrôlé de la catégorie concernée uniquement si le réviseur agréé a suivi la formation permanente organisée à cet effet par la FSMA pour la catégorie à laquelle appartient l'établissement contrôlé auprès duquel le mandat révisoral en question serait exercé.

Sans préjudice de l'alinéa 2, en vue de l'octroi de l'accord visé à l'alinéa 1^{er}, la FSMA prend en considération, notamment, tout motif tenant à la fréquence à laquelle et la manière dont le candidat a suivi les formations permanentes organisées à cet effet par la FSMA pour la catégorie à laquelle appartient l'établissement contrôlé auprès duquel le mandat révisoral en question serait exercé, à l'indépendance du candidat par rapport à l'établissement contrôlé concerné, à la disponibilité du candidat vu ses autres fonctions révisorales, à l'importance et à l'organisation de son cabinet ainsi qu'à ses connaissances et son expérience professionnelle eu égard à la nature, à l'importance et à la complexité de l'activité de l'établissement contrôlé auprès duquel sa désignation est envisagée.

De FSMA brengt de revisorenvennootschap met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs op de hoogte van haar beslissing.

Art. 12. De FSMA publiceert de lijst van de erkende revisorenvennootschappen. Deze lijst vermeldt voor elke vennootschap de naam van de erkende revisoren die er lid van zijn.

Enkel de revisorenvennootschappen die zijn erkend overeenkomstig dit reglement mogen de titel "door de FSMA erkende revisorenvennootschap" of "revisorenvennootschap erkend door de FSMA" voeren.

Art. 13. De erkenning van een revisorenvennootschap vervalt door afstand of van rechtswege in de volgende gevallen :

1° overeenkomstig artikel 10, derde lid;

2° wanneer de revisorenvennootschap niet langer voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 10, eerste lid, 1°, 2° of 5°.

De FSMA stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisorenvennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Art. 14. De FSMA kan de erkenning herroepen indien de erkende revisorenvennootschap :

1° haar verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de FSMA als bepaald in de wet van 27 oktober 2006, in de wet van 3 augustus 2012 of in de andere toepasselijke wetten, alsook in de uitvoeringsbepalingen van die wetten, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt, haar verplichtingen op grond van dit reglement niet nakomt of een of meerdere revisorale mandaten niet op professionele, bekwame, nauwgezette, loyale en diligente wijze uitoefent, bijvoorbeeld door een of meerdere verslagen niet of laattijdig op te stellen, door een verslag uit te brengen dat inhoudelijk niet voldoet, inzonderheid op het vlak van het aan het licht brengen van risico's, door een verslag uit te brengen met kennelijke onjuistheden of onvolledigheden, door niet of niet op voldoende constructieve wijze deel te nemen aan een onderhoud dat daartoe door de FSMA wordt georganiseerd of meer algemeen door een ernstige tekortkoming of door meerdere tekortkomingen in de uitoefening van haar taken;

2° niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 10, eerste lid, 4°;

3° drie jaar lang geen revisoraal mandaat meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde instelling onder toezicht, tenzij de erkende revisorenvennootschap aantoonde dat zij tijdens de voorbije drie jaar een gelijkaardig mandaat heeft uitgeoefend bij een instelling die onderworpen is aan de prudentiële controle van de Bank.

Artikel 7, tweede tot zevende lid, is van overeenkomstige toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkend revisor die er lid van is.

Afdeling IV. — Aanstelling van commissarissen
of erkende revisoren en herroeping van hun opdracht

Art. 15. Conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de betrokken instelling onder toezicht, is de voorafgaande instemming van de FSMA vereist voor de aanstelling van een erkend revisor voor het uitoefenen van een revisoraal mandaat. Die instemming moet worden verkregen door het orgaan van de instelling onder toezicht dat bevoegd is om de aanstelling voor te stellen alvorens er een voorstel tot aanstelling wordt gedaan aan het orgaan dat instaat voor de benoemingen alsook, in voorkomend geval, aan de ondernemingsraad.

De FSMA verleent de in het eerste lid bedoelde instemming voor de aanstelling van een erkend revisor die voor het eerst een revisoraal mandaat zou uitoefenen in de betrokken categorie van instellingen onder toezicht enkel indien de erkend revisor de permanente vorming heeft gevolgd die daartoe door de FSMA wordt georganiseerd voor die categorie van instellingen onder toezicht waarin het betrokken revisoraal mandaat zou worden uitgeoefend.

Onverminderd het tweede lid, houdt de FSMA voor het verlenen van de in het eerste lid bedoelde instemming inzonderheid rekening met de frequentie waarmee en de wijze waarop de kandidaat de permanente vormingen heeft gevolgd die daartoe door de FSMA worden georganiseerd voor die categorie van instellingen onder toezicht waarin het betrokken revisoraal mandaat zou worden uitgeoefend, met de onafhankelijkheid van de kandidaat ten opzichte van de betrokken instelling onder toezicht, met de beschikbaarheid van de kandidaat gelet op zijn andere controleopdrachten, met de omvang en de organisatie van zijn kantoor alsook met zijn kennis en beroepservaring gezien de aard, de omvang en de complexiteit van de activiteit van de instelling onder toezicht waar hij zou worden aangesteld.

Sauf circonstances exceptionnelles, l'établissement contrôlé doit solliciter l'accord visé à l'alinéa 1^{er} au moins un mois avant la date prévue pour la proposition de désignation au conseil d'entreprise et à l'organe qui nomme.

Art. 16. Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à l'établissement contrôlé concerné, l'exercice d'un mandat révisoral par une société de réviseurs agréée est soumis aux règles suivantes :

1° la désignation de la société de réviseurs agréée est subordonnée à l'accord préalable de la FSMA sur la désignation de la société et sur la désignation par la société de son représentant et, lorsqu'il y a lieu, de son représentant suppléant;

2° le représentant en activité répond personnellement à l'égard de la FSMA de l'accomplissement de sa mission;

3° la société de réviseurs agréée ne peut mettre fin à la désignation de son représentant effectif ou suppléant que moyennant l'accord préalable de la FSMA; le remplacement éventuel du représentant se fait selon les modalités de la désignation telles que fixées au 1°.

L'article 15 est applicable par analogie.

Art. 17. La FSMA est tenue informée par l'établissement contrôlé :

1° de la rémunération attachée à la fonction de commissaire ou de réviseur ainsi que des modifications apportées à cette rémunération, et;

2° des émoluments liés aux prestations exceptionnelles et aux missions particulières, au sens de l'article 134, § 3, du Code des sociétés, accomplies au sein de l'établissement.

Art. 18. A condition que le réviseur agréé ou la société de réviseurs agréée ait pu faire valoir ses moyens, la FSMA peut, en tout temps, révoquer l'accord visé aux articles 15 et 16, par décision motivée par des considérations tenant au statut ou à l'exercice des fonctions de réviseur agréé ou de société de réviseurs agréée, telles que notamment, le fait ne pas avoir suivi suffisamment fréquemment et activement les formations permanentes organisées à cet effet par la FSMA pour la catégorie à laquelle appartient l'établissement contrôlé auprès duquel le mandat révisoral en question est exercé, le manque de collaboration avec la FSMA, le non-respect des obligations en exécution du présent règlement, le manque de professionnalisme, de compétence, de rigueur, de loyauté ou de diligence dans l'exercice du mandat révisoral concerné, par exemple en omettant de rédiger un ou plusieurs rapports ou en les rédigeant tardivement, en rédigeant un rapport dont le contenu présente des manquements, notamment au niveau de la mise en évidence de risques, en rédigeant un rapport contenant des inexactitudes ou des lacunes, en ne participant pas ou en ne participant pas de manière suffisamment constructive à un entretien organisé à cet effet par la FSMA ou, de façon plus générale, en raison d'un manquement dans l'exercice de sa tâche, le manque d'indépendance par rapport à l'établissement contrôlé concerné, le manque de disponibilité vu les autres fonctions révisorales exercées, ou l'inadéquation de l'organisation du cabinet ou l'insuffisance des connaissances ou de l'expérience professionnelle eu égard à la nature, l'importance ou la complexité de l'activité de l'établissement contrôlé auprès duquel le mandat révisoral est exercé.

Art. 19. La FSMA donne connaissance, sans délai, au réviseur agréé ou à la société de réviseurs agréée des communications qu'elle adresse à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en cas de révocation de l'accord visé aux articles 15 et 16, en cas de révocation de l'agrément prévue par les articles 7 et 14 et lorsqu'elle dénonce à cet Institut, aux fins d'instruction disciplinaire, des agissements ou manquements du réviseur agréé ou de la société de réviseurs agréée.

Section V. — Procédure d'agrément simplifiée

Art. 20. Sans préjudice de l'application de l'article 21, le dossier visant à obtenir un agrément en tant que réviseur agréé par la FSMA en application du présent règlement, introduit par un réviseur qui démontre qu'il est agréé par la Banque pour l'exercice d'un mandat de commissaire auprès d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurances de droit belge, ne doit pas, par dérogation à l'article 4, contenir d'informations en vue de la vérification du respect des conditions d'agrément prévues à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3° à 10°, ainsi que, le cas échéant, à l'article 10, 4°, f).

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux réviseurs dont l'agrément, délivré en application du présent règlement, a cessé ou a été retiré.

Behoudens uitzonderlijke omstandigheden moet de instelling onder toezicht ten minste een maand voor de geplande datum van het voorstel tot aanstelling dat aan de ondernemingsraad en aan het orgaan dat instaat voor de benoemingen wordt voorgelegd, de in het eerste lid bedoelde instemming vragen.

Art. 16. Conform de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de betrokken instelling onder toezicht, is de uitoefening van een revisoraal mandaat door een erkende revisorenvennootschap onderworpen aan de volgende regels :

1° voor de aanstelling van de erkende revisorenvennootschap, alsook voor de door de vennootschap aangestelde vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, zijn plaatsvervangend vertegenwoordiger, is de voorafgaande instemming van de FSMA vereist;

2° de dienstdoende vertegenwoordiger is ten aanzien van de FSMA persoonlijk verantwoordelijk verschuldigd over de uitvoering van zijn opdracht;

3° de erkende revisorenvennootschap kan de aanstelling van haar vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger slechts beëindigen na de voorafgaande instemming van de FSMA te hebben verkregen; de eventuele vervanging van de vertegenwoordiger geschiedt volgens de in 1° vermelde aanstellingsregel.

Artikel 15 is van overeenkomstige toepassing.

Art. 17. De FSMA wordt door de instelling onder toezicht geïnformeerd :

1° over de bezoldiging van de functie van commissaris of revisor, alsook over wijzigingen in die bezoldiging en;

2° over de bezoldiging van uitzonderlijke werkzaamheden en van bijzondere opdrachten in de zin van artikel 134, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen, die binnen de instelling worden verricht.

Art. 18. Op voorwaarde dat de erkend revisor of erkende revisorenvennootschap zijn of haar middelen heeft kunnen laten gelden, kan de FSMA haar instemming als bedoeld in de artikelen 15 en 16 steeds herroepen bij beslissing gemotiveerd door overwegingen die verband houden met het statuut of de uitoefening van de opdracht van erkend revisor of erkende revisorenvennootschap, zoals inzonderheid het onvoldoende frequent en actief volgen van de permanente vormingen die daartoe door de FSMA worden georganiseerd voor de categorie van instellingen onder toezicht waarin het betrokken revisoraal mandaat wordt uitgeoefend, het gebrek aan medewerking met de FSMA, het niet nakomen van de verplichtingen op grond van dit reglement, het gebrek aan professionalisme, bekwaamheid, nauwgezetheid, loyautéit of diligentie bij de uitoefening van het betrokken revisoraal mandaat door bijvoorbeeld een of meerdere verslagen niet of laattijdig op te stellen, door een verslag uit te brengen dat inhoudelijk niet voldoet, inzonderheid op het vlak van het aan het licht brengen van risico's, door een verslag uit te brengen met onjuistheden of onvolledigheden, door niet of niet op voldoende constructieve wijze deel te nemen aan een onderhoud dat daartoe door de FSMA wordt georganiseerd of meer algemeen door een tekortkoming in de uitoefening van zijn of haar taak, het gebrek aan onafhankelijkheid ten opzichte van de betrokken instelling onder toezicht, het gebrek aan beschikbaarheid door het uitvoeren van andere controleopdrachten, of de niet aangepaste omvang en organisatie van het kantoor of de ontoereikende kennis of beroepservaring gelet op de aard, de omvang en de complexiteit van de activiteit van de instelling onder toezicht waar het revisoraal mandaat wordt uitgeoefend.

Art. 19. De FSMA brengt de erkend revisor of erkende revisorenvennootschap onmiddellijk op de hoogte van de mededelingen die zij aan het Instituut van de Bedrijfsrevisoren richt ingeval zij haar instemming als bedoeld in de artikelen 15 en 16 herroept, ingeval zij de erkenning herroept als bedoeld in de artikelen 7 en 14 en ingeval zij, met het oog op een tuchtonderzoek, bepaalde praktijken of tekortkomingen van de erkend revisor of erkende revisorenvennootschap ter kennis brengt van het Instituut.

Afdeling V. — Vereenvoudigde procedure van erkenning

Art. 20. Onverminderd de toepassing van artikel 21, dient het dossier dat strekt tot het bekomen van een erkenning als door de FSMA in toepassing van dit reglement erkend revisor en dat wordt ingediend door een revisor die aantoonde dat hij door de Bank is erkend voor de uitoefening van een mandaat als commissaris bij kredietinstellingen of verzekeringsondernemingen naar Belgisch recht, in afwijking van artikel 4 geen informatie te bevatten met het oog op de toetsing van de erkenningsvoorwaarden die zijn vastgelegd in artikel 2, eerste lid, 3° tot 10°, alsook, in voorkomend geval, in artikel 10, 4°, f).

Het eerste lid geldt niet voor een revisor waarvan de erkenning, met toepassing van dit reglement toegekend, voordien is vervallen of werd ingetrokken.

Les articles 3 et 4, alinéas 3 à 9, ne s'appliquent pas au traitement de cette demande.

L'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à l'application de l'article 2, alinéa 2, et de toute disposition pouvant mener à la cessation de plein droit ou à la révocation de l'agrément visées aux articles 6 et 7.

Section VI. — Dispositions transitoires

Art. 21. Sont agréés de plein droit en qualité de réviseur agréé par la FSMA ou de société de réviseurs agréée par la FSMA en application du présent règlement, les réviseurs d'entreprises et les sociétés de réviseurs qui, le jour précédant l'entrée en vigueur du présent règlement, sont agréés en application du règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 21 février 2006 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs, modifié par le règlement du 15 mai 2007, pour l'exercice d'un mandat de commissaire auprès d'un organisme de placement collectif, d'une société de gestion d'organismes de placement collectif ou d'une institution de retraite professionnelle tels que définis dans le règlement du 21 février 2006 précité, que cet agrément soit basé sur l'article 2, 3, 4, 5, 14, 15, 16 ou 17 du règlement précité.

Art. 22. Pour les réviseurs agréés et les sociétés de réviseurs agréées visés à l'article 21, le délai de trois ans visé aux articles 7, alinéa 1^{er}, 5^o, et 14, alinéa 1^{er}, 3^o, du présent règlement prend cours soit à la date de l'agrément accordé conformément au règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 21 février 2006 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs, soit à la date du terme du dernier mandat révisoral ou mandat similaire auprès d'une institution soumise au contrôle prudentiel de la Banque lorsque l'agrément a été accordé plus de trois ans avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Art. 23. Les personnes agréées spécialement par l'Office de Contrôle des Assurances en application de l'article 38, alinéa 3, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, tel qu'il s'énonçait avant l'entrée en vigueur des modifications apportées par la loi du 19 juillet 1991, et qui, le jour précédant l'entrée en vigueur du présent règlement, sont encore agréées par la FSMA, peuvent achever leurs mandats de commissaire auprès d'institutions de retraite professionnelle qui sont en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement. A l'exception de l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, le présent règlement s'applique à ces personnes pour ce qui concerne leurs mandats en cours.

Section VII. — Dispositions finales et abrogatoires et entrée en vigueur

Art. 24. Pour l'application du présent règlement, la notion d'organismes de placement collectif, visée à l'article 1^{er} du présent règlement, comprend les organismes de placement collectif visés à l'article 302 de la loi du 3 août 2012 tant que ceux-ci relèvent de l'application de l'article 302 précité.

Art. 25. Le règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 21 février 2006 concernant l'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs, modifié par le règlement du 15 mai 2007, est abrogé en ce qu'il s'applique à l'exercice d'un mandat révisoral auprès d'un organisme de placement collectif, d'une institution de retraite professionnelle ou d'une société de gestion.

Le règlement n° 11 de l'Office de Contrôle des Assurances du 21 juin 1999 relatif à l'agrément des commissaires agréés, modifié en dernier lieu par le règlement de la Commission bancaire, financière et des assurances du 21 février 2006, est abrogé en ce qu'il s'applique à l'exercice d'un mandat de commissaire auprès d'une institution de retraite professionnelle.

Le règlement n° 6 de l'Office de Contrôle des Assurances du 15 janvier 1986 relatif à l'agrément et à la discipline des commissaires agréés auprès des entreprises d'assurances, modifié en dernier lieu par le règlement n° 11 de l'Office de Contrôle des Assurances du 21 juin 1999, est abrogé en ce qu'il s'applique à l'exercice d'un mandat de commissaire auprès d'une institution de retraite professionnelle.

Art. 26. Le présent règlement entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel qui l'approuve.

Bruxelles, le 14 mai 2013.

Le président de l'Autorité des services et marchés financiers,
J.-P. SERVAIS

De artikelen 3 en 4, derde tot negende lid, zijn niet van toepassing op de behandeling van deze aanvraag.

Het eerste lid doet geen afbreuk aan de toepasselijkheid van artikel 2, tweede lid, en van alle gronden die kunnen leiden tot het verval van rechtswege of tot de herroeping van de erkenning als bedoeld in de artikelen 6 en 7.

Afdeling VI. — Overgangsbepalingen

Art. 21. De erkenning als door de FSMA in toepassing van dit reglement erkend revisor of erkende revisorenvennootschap wordt van rechtswege verleend aan de bedrijfsrevisoren en de revisorenvennootschappen die op de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit reglement erkend zijn in toepassing van het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 21 februari 2006 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen, als gewijzigd bij het reglement van 15 mei 2007, voor de uitoefening van een mandaat als commissaris bij instellingen voor collectieve belegging, beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging of instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening als gedefinieerd in het voornoemde reglement van 21 februari 2006, en dit ongeacht of die laatste erkenning is gebaseerd op artikel 2, 3, 4, 5, 14, 15, 16 of 17 van voornoemd reglement.

Art. 22. Voor de erkende revisoren en de erkende revisorenvennootschappen als bedoeld in artikel 21 vangt de termijn van drie jaar als bedoeld in de artikelen 7, eerste lid, 5^o, en 14, eerste lid, 3^o, van dit reglement aan, hetzij op de dag dat de erkenning werd verleend conform het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 21 februari 2006 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen, hetzij op de einddatum van het laatste revisorale mandaat of gelijkaardig mandaat bij een instelling die onderworpen is aan de prudentiële controle van de Bank wanneer de erkenning meer dan drie jaar vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement werd verleend.

Art. 23. De personen die door de Controledienst voor de Verzekeringen speciaal zijn toegelaten met toepassing van artikel 38, derde lid, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, zoals dit luidde vóór de inwerkingtreding van de wijzigingen door de wet van 19 juli 1991, en die op de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit reglement nog erkend zijn door de FSMA mogen hun op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit reglement lopende mandaten als commissaris bij instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening beëindigen. Met uitzondering van artikel 2, eerste lid, 2^o, is dit reglement op hen van toepassing voor wat betreft die lopende mandaten.

Afdeling VII. — Slotbepalingen, opheffingsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 24. Voor de toepassing van dit reglement wordt onder het begrip instellingen voor collectieve belegging als bedoeld in artikel 1 van dit reglement, tevens de instellingen voor collectieve belegging verstaan als bedoeld in artikel 302 van de wet van 3 augustus 2012 zolang die onderworpen blijven aan de toepassing van vernoemd artikel 302.

Art. 25. Het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 21 februari 2006 betreffende de erkenning van revisoren en revisorenvennootschappen, als gewijzigd bij het reglement van 15 mei 2007, wordt opgeheven voor wat betreft de toepassing ervan op de uitoefening van een revisoraal mandaat bij een instelling voor collectieve belegging, een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of een beheervenootschap.

De verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen van 21 juni 1999 met betrekking tot de toelating van de erkende commissarissen, laatstelijk gewijzigd door het reglement van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen van 21 februari 2006, wordt opgeheven voor wat betreft de toepassing ervan op de uitoefening van een mandaat als commissaris bij een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening.

De verordening nr. 6 van de Controledienst voor de Verzekeringen van 15 januari 1986 tot vaststelling van het toelatings- en tuchtreglement der erkende commissarissen bij de verzekeringsondernemingen, laatstelijk gewijzigd door de verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen van 21 juni 1999, wordt opgeheven voor wat betreft de toepassing ervan op de uitoefening van een mandaat als commissaris bij een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening.

Art. 26. Dit reglement treedt in werking de dag waarop het ministerieel besluit tot goedkeuring ervan in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 mei 2013.

De voorzitter van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten,
J.-P. SERVAIS